

RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :

<http://www.academie-gaullisme.fr/> COURRIEL : acadgaul1@free.fr

LA PALESTINE ET LES FÉES CARABOSSE

par Luc BEYER DE RYKE,

Il y a des années lorsque je siégeais au Parlement européen, beaucoup faisaient leur cet adage : « Israël vivra, Liban renaîtra, Palestine naîtra. » Le Liban a retrouvé une paix fragile, Israël vit et nous devons veiller à ce qu'il en soit ainsi. Demeure la Palestine. Les fées Carabosse s'ingénient avec persistance pour que le berceau demeure vide.

Pour la première fois depuis que Mahmoud Abbas a succédé à Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne, il a su acquérir une stature présidentielle. Il s'est hissé à la hauteur d'un rôle qui semblait le dépasser. Il a forcé l'Histoire en exigeant pour la Palestine d'être reconnue comme État à part entière par les Nations Unies. Son peuple l'a acclamé. Peut-être et sans doute ne l'avait-il jamais fait auparavant.

Suite page 2

CHOISIR UN PRÉSIDENT !

par Pierre CHASTANIER

ILS sont déjà nombreux sur la ligne de départ : Nicolas Sarkozy, président sortant ; le ou la futur(e) élu(e) de la primaire PS-MRG ; Jean-Louis Borloo ; François Bayrou ; Jean-Luc Mélenchon ; Marine Le Pen et peut-être quelque embusqué (!), plus les inévitables figurants de Droite, de Gauche ou d'ailleurs dont le système des partis qui caractérise la V^e République (erreur, s'il en est, du Général qui pourtant les avait tant critiqués) impose la présence d'un candidat aux présidentielles, ne serait-ce que pour des questions de « gros sous » que les initiés connaissent parfaitement.

J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises d'exposer les raisons institutionnelles pour lesquelles tout en reconnaissant le surplus démocratique de l'élection du Président de la République au suffrage universel, je préférerais pour ma part, plutôt que l'actuel scrutin uninominal à deux tours qui crée une bipolarisation de la France et empêche l'expression populaire de s'exprimer dans toute sa complexité et sa diversité, le scrutin uninominal à un tour, reprenant la tradition initiale de la monarchie élective - où le roi n'était que le *primus inter pares* - et élisant un président arbitre (comme

en Allemagne, en Autriche ou en Italie...) équivalent républicain des souverains d'autres États européens (comme en Angleterre, en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas ou au Danemark...), par principe au-dessus des partis, qui serait, au long d'un septennat, particulièrement utile au pays, notamment en temps de crise, aux côtés d'un premier ministre ou d'un chancelier, chef d'une majorité législative, par définition plus brève - pourquoi pas à mi-mandat - conduisant la politique de la nation sous contrôle du Parlement.

Mais président-chef de l'exécutif (voire hyper président) ou président-arbitre flanqué d'un véritable chef du Gouvernement, il faut tout de même que l'action politique soit conduite par un « chef » ce qui est dans l'ordre ontologique des choses car les puissants individualismes qui s'opposent ne peuvent s'accorder sur des compromis acceptables que si quelqu'un propose un cap confirmé par le peuple, ultime détenteur de la souveraineté, puis tient fermement la barre pour que les coups de butoirs donnés à hue et à dia par les uns et les autres ne transforment le sillage du navire en un ridicule mouvement brownien !

Suite page 2

Sommaire

Pages	
1, 2	Luc BEYER DE RYKE
1, 3, 4	Pierre CHASTANIER
5 à 7	Christine ALFARGE
8	DINERS-DÉBATS H. CONZE - J.-D. GIULIANI G.-H. SOUTOU

LA PALESTINE ET LES FÉES CARABOSSE..(SUITE)

Je me souviens de l'entretien en tête à tête que j'avais eu avec Shimon Pérès peu de temps avant la mort d'Arafat. C'était à Jérusalem. « L'homme qu'il nous faut c'est Mahmoud Abbas » me confiait-il en l'appelant encore Abou Mazen.

Il l'eut. Mais au lieu de lui donner du grain à moudre, de mettre un frein à la colonisation, d'aider ce modéré à conduire les siens dans la voix de la négociation, les Israéliens se contentèrent de quelques sourires et poignées de main. L'hypocrisie ne pouvait servir de politique.

De fil en aiguille, Israël arriva à se doter d'un gouvernement qui ne tient que par la grâce d'Avigdor Lieberman. L'homme qui parlait il y a quelques années de bombarder le barrage d'Assouan et dont le rêve est d'expurger la Terre de Palestine des Palestiniens.

L'Europe divisée

Tandis que les grandes manœuvres battent leur plein aux Nations Unies, la scène internationale s'assombrit. Tant en Europe qu'aux États-Unis. Fin septembre se tenait à Genève le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le débat portait sur la Palestine. Les huit membres de l'Union Européenne composant le Conseil croyaient aboutir à une position commune. Le texte devait autant stigmatiser le blocus de Gaza que les attaques terroristes contre Israël. Mais, sans crier gare, nanti des instructions venues de La Haye le représentant des Pays-Bas annonça que le texte ne recevait pas l'aval de son pays. Il demandait que toute référence à la solution des deux états soit biffée. Un état israélien, un état palestinien, c'était jusqu'ici la position commune à l'ensemble de l'Union Européenne. La déclaration batave fut accueillie avec stupeur.

Traduite aussitôt par Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères luxembourgeoises. « Je m'attendais à beaucoup mais je n'aurais jamais pensé à ce que la solution des deux états puisse être remise en question. » Et de conclure qu'il convient de dire ouvertement que, s'il en est ainsi, « une politique étrangère européenne commune est impossible ».

On sait l'influence aux Pays-Bas de Geert Wilders le populiste aux « cheveux de paille », baptisé ainsi pour sa blondeur d'un champ de blé... Résolument pro-israélien, ayant dans sa jeunesse effectué plusieurs séjours en Israël, certains, à tort ou à raison, voient en lui un agent du Mossad. S'il s'agissait d'un « agent dormant », voici belle lurette qu'il est « réveillé ».

Aux États-Unis, le lobby juif

Tandis que l'Europe se fractionne aux États-Unis, Barak Obama mange sa parole. L'an dernier il avait promis un état palestinien pour cette année. Le voici à la veille d'user de son droit de veto au Conseil de Sécurité.

S'agit-il de duplicité? Pas nécessairement. Il convient plutôt d'y voir un rapport de force entre un souhait présidentiel incapable de se muer en volonté et la puissance de deux lobbys. L'un, communément appelé le « lobby juif », fait la pluie et le beau temps dans la presse et ses moyens financiers contribuent à faire et défaire les élus. Pour avoir osé demander leur reconnaissance aux Nations Unies, les Palestiniens se voient sanctionnés. Le Congrès a gelé une aide de 200 millions de dollars accordée à l'Autorité palestinienne.

Quant à l'action de l'ex-président Jimmy Carter en faveur de la Palestine, elle est tenue par des membres influents de la communauté juive pour purement et simplement antisémite.

Les Chrétiens sionistes et Harmagedon

Mais à côté de cette sensibilité exacerbée il existe un groupe de pression plus puissant encore si possible. Ce sont les « Chrétiens sionistes ». Très proches de la Maison Blanche au temps de George Bush, ils sont plus de 40 millions. Ils ont pignon sur rue à Jérusalem. Je les ai rencontrés. L'argent et un mysticisme millénariste y coulent à flot. Pas de salut hors d'Israël même si au jour du jugement dernier seuls les purs seront sauvés... et parmi eux quelques juifs. Mais dans l'attente d'Harmagedon comme me le confiait une adepte « nous sommes les servants d'Israël ». Sur la terre de Palestine il n'y a pas de place pour les Palestiniens car cette terre à leurs yeux ne leur appartient pas. Il s'agit de la Judée et de la Galilée des temps bibliques.

Fantasmagorique? À vous, à moi d'en juger. Mais ce qui ne relève pas d'un jugement mais d'un fait c'est la puissance électorale représentée par ces « lobbys ».

Qu'il s'agisse bien d'Hilary Clinton devenue sénatrice de New York, qu'il s'agisse demain de Barak Obama en quête de réélection, pas de salut sans leur appui.

Et voilà pourquoi votre fille est muette... et risque de le rester devant le Conseil de Sécurité.

« Indignez-vous ! » clame Stéphane Hessel. Certes. Nous le faisons mais au Conseil de Sécurité on vote. Ce n'est pas la même chose... ■

CHOISIR UN PRÉSIDENT !...(SUITE)

Un bon chef, à la différence des dictateurs ou même des despotes éclairés, ne doit rien revendiquer pour lui-même. Il tient son pouvoir momentané de la volonté populaire. Celle-ci est aujourd'hui lasse de voir des politiciens de tous bords ne tenir aucune de leurs promesses (qui, comme le rappela Félix Rome à propos de Jacques Chirac, n'engagent que ceux qui les reçoivent).

Une fois la route tracée, il déploie des trésors d'imagination et une volonté de fer pour maintenir quoi qu'il en coûte la voie de l'intérêt général, dût-il, au bout du compte, en périr car la grandeur n'a qu'un temps et bien vite les intérêts catégoriels et leurs *lobbies* reprennent le dessus ! Nous en avons connu de tels êtres dans le passé et l'histoire des peuples est émaillée de l'apparition salvatrice aux moments les plus sombres, d'hommes ou de femmes qui s'élevèrent en leur sein et qui, un temps, les conduisirent vers des destinées augustes !

À nouveau, l'image du Général nous vient naturellement à l'esprit, suivie bien vite des « dix ans ça suffit » de mai 68 ou du « oui mais » giscardien qui conduisit au 28 avril 69 !

Mais à son instar, pour ne prendre que quelques exemples, des Pierre Mendès-France, des René Lévesque au Canada ou des Gerhard Schröder en Allemagne n'ont-ils pas, eux aussi, lancé délibérément des réformes indispensables tout en sachant qu'à terme, elles entraîneraient presque inmanquablement leur défaite électorale. Et pourtant ils l'ont fait car plus que d'être réélus, ils voulaient être utiles aux hommes.

Aujourd'hui la situation financière de la France comme celle d'autres pays de l'Europe du Sud est particulièrement préoccupante. Certes nous ne manquons ni d'intelligences, ni de ressources, ni d'atouts géographiques mais notre peuple est inquiet. De Gaulle déjà ne craignait-il pas que la France ne devienne une grande lumière qui s'éteint ?

Ceux qui réclament la justice fiscale sont déçus. La progressivité de l'impôt sur le revenu par exemple, tire sa légitimité de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789, qui stipule en son article 13 que, « pour l'entretien de la force publique, une contribution commune doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ».

Or, entre niches fiscales, parts familiales et déductions diverses chacun sait que si les pauvres paient peu d'impôts directs (mais ils paient la TVA, la TIPP, la CSG, les cotisations sociales et les taxes locales...) la pression est surtout exercée sur la classe moyenne car paradoxalement le 1 % des Français les plus riches (qui contrôlent 24 % du patrimoine national) voient leur part relative fortement diminuer (quand ils acceptent encore, pour partie au moins, de déclarer leurs revenus en France !

Une réforme fiscale d'envergure reste à accomplir et il est dommage que le président Sarkozy, justifiant à peine élu, du *Fouquet's* au yacht de Bolloré, le qualificatif de « président des riches » ne l'ait pas entreprise. Pour être réélu il faudra qu'il puisse convaincre les Français de sa volonté inébranlable de « travailler à l'avènement d'une démocratie apaisée soucieuse de concorde et de compréhension mutuelle, une démocratie qui libère tout en garantissant la solidarité, qui attribue à chacun des chances égales de réussite et qui donne à tous la volonté de vivre ».

Ceux qui réclament la justice sociale sont également déçus. L'assistantat généralisé a plombé notre économie. En réalité tout ce qui a été donné sans contrepartie depuis trente ans aux chômeurs, rmistes et autres bénéficiaires de l'aide sociale équivaut exactement au montant total de la dette publique accumulée par les gouvernants successifs de droite et de gauche. On peut certes s'enorgueillir d'être le pays le plus généreux de la planète mais cette générosité provient de « l'argent des autres » que nos enfants devront rembourser un jour !

Or si un État moderne ne doit laisser personne au bord de la route, rien ne l'empêche, en échange de la solidarité nationale, de demander aux assistés physiquement et intellectuellement aptes, passée pour certains une période d'assurance chômage, de contribuer sur la base du SMIC à des travaux d'intérêt public, sans que cette proposition qui, comme le disait autrefois René Capitant et Henri Wallon, leur donnerait, avec le pain quotidien, la dignité quotidienne, ne soulève des tollés dans l'hémicycle ou dans les médias dès qu'un pauvre ministre ose en évoquer même partiellement la possibilité.

Sont déçus aussi dans cette France aux trois millions d'illettrés les 120.000 jeunes qui, selon le *Rapport* de la

CHOISIR UN PRÉSIDENT !... (SUITE)

Cour des Comptes, quittent chaque année notre système éducatif sans la moindre qualification.

Sont déçus les 4.701.000 chômeurs (juillet 2011) - les gouvernements successifs s'accrochent à présenter exclusivement les chiffres de la catégorie A (2.700.000 aujourd'hui) fagnant d'oublier les chômeurs à temps partiel inscrits à *Pôle Emploi* - désespérément à la recherche d'un travail stable alors que, victimes d'une mondialisation incontrôlée au seul profit d'un ultra capitalisme triomphant trouvant meilleur compte à exploiter les esclaves d'Asie du Sud-est, nous avons bêtement laissé s'instaurer une irréparable désindustrialisation du pays.

Sont déçus les citoyens agressés par des incivilités de plus en plus fréquentes dans certains quartiers, les malades aux prises à un système hospitalier public entièrement à revoir, les étudiants malmenés dans des universités peu contrôlées qu'un véritable salaire-jeune sous condition de ressources des familles pourrait enfin conduire à la responsabilité, les retraités qui à l'heure où s'installe la dépendance dans une société individualiste qui a oublié les solidarités les plus élémentaires s'inquiètent pour leur devenir, les immigrés attirés tels les papillons par les lumières de la ville qu'on ne sait ni réellement dissuader, ni encadrer, ni intégrer et dont les enfants nés en France nourriront demain la cohorte de ces bandes qui estiment avoir des droits mais pas de devoirs !

La liste est longue...

Or ai-je dit nous ne manquons ni de matière grise, ni de bonnes volontés. Il faut donc faire jaillir l'étincelle qui créera le choc catalytique nécessaire pour relancer la machine.

Il faudra qu'un candidat présentant les qualités et aptitudes attendues d'un chef entre en lice posant un diagnostic, proposant des solutions puis s'il a su convaincre, arrive aux affaires pour conduire à terme le « pacte » proposé aux Français quoi qu'il lui en coûte, en sachant d'emblée qu'il ne trouvera sa récompense qu'au regard de l'Histoire.

Il n'est ici ni le lieu ni l'heure de désigner un tel chef. Il peut s'agir d'un candidat ou d'une candidate qui dans ce colloque singulier s'établissant entre lui ou elle et le peuple soit brutalement embrasé par cette vocation de servir la nation. Il peut s'agir du président sortant qui au vu des erreurs du passé prenne conscience, s'il en a le profond désir, du rôle éminent qu'il peut continuer à jouer pour sortir le pays de la crise. Il peut s'agir, car l'Histoire surprend souvent, de l'arrivée inopinée d'un « inattendu » surgi de l'âme du peuple. Il peut malheureusement aussi, une fois de plus, s'agir d'un rendez-vous manqué !

Notre rôle à nous, dans le total désintéressement, est d'évoquer des pistes, de contribuer à faire des propositions, d'exposer des manières d'être ou d'agir, pour que ceux qui prétendent représenter nos concitoyens s'en saisissent, se forment une conviction et se préparent à tenir le cap.

C'est pour la France que nous devons trouver pour les cinq prochaines années ce chef capable de la conduire avec la représentation populaire, les corps constitués et les membres engagés de la société civile, sans faiblesse et dans le seul souci de l'intérêt national vers les réformes indispensables qui espérons-le seront refondatrices d'une République humaniste. ■

Académie du Gaullisme
B.P. 48, 94700 Maisons-Alfort
acadgaul1@free.fr

BULLETIN D'ADHÉSION 2011 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Courriel _____ Date de naissance _____

Cotisation + de 25 ans : 35 € • - de 25 ans : 16 € • Couple : 39 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 € (établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme)

Compte rendu du dîner-débat du 13 septembre 2011

En présence de MM. Philippe JURGENSEN et Laurent PINSOLLE

L'EURO, FAUT-IL EN SORTIR ?

par Christine ALFARGE

C'EST un risque, car l'Europe va à la dérive et l'euro n'est qu'un succès technique et néanmoins une monnaie fragile parce qu'elle ne s'appuie pas sur un pouvoir politique fort. Les plus grands économistes s'accordent pour dire : « *qu'il n'y a aucun exemple dans l'Histoire, d'un divorce durable entre souveraineté monétaire et souveraineté politique* » à chaque fois qu'il y a une monnaie forte, il y a un État fort derrière. Le dollar est fort parce qu'il s'appuie sur les États-Unis d'Amérique. Quand on achète le dollar, on achète les États-Unis d'Amérique, la puissance dans tous les sens du mot (économique, politique) et avec l'Europe, on achète une monnaie technique parce qu'il n'y a pas de puissance économique mais au contraire il y a une réflexion sur l'Europe. Ce qu'il faut défendre avant tout, c'est la construction européenne chère au Général de Gaulle, pour laquelle une Europe politique forte reposant sur un lien franco-allemand à toute épreuve constitue le socle pour sa stabilité et sa croissance ainsi que l'indépendance de ses décisions économiques ou militaires. Il faut repenser l'Europe à travers une vision stratégique capable d'incarner un contreponds entre les États-Unis et la Chine.

L'euro est-il menacé ?

Force est de constater que les rumeurs sur l'avenir de l'euro vont bon train, les divergences sur la monnaie unique européenne se font à nouveau entendre sur fond de crise de la dette grecque. Selon Laurent Pinsolle, « *La zone euro est mal construite avec une monnaie trop chère qui aurait dû être mieux gérée* », il considère que « *c'est une calamité pour l'industrie française favorisant notamment les délocalisations* ». Il prône « *une sortie de l'euro qu'il considère comme une monnaie de banquiers au service de la finance*

et non pas des peuples européens ». En revanche, Philippe Jurgensen souligne, « *en réalité, il s'agit surtout de l'avenir de la construction européenne qui implique de gérer différemment* », il préconise de « *faire baisser la valeur de l'euro qui dépend d'une décision politique afin d'agir sur les inconvénients, puisque l'euro tend à rendre nos exportations moins compétitives et les importations plus avantageuses, ce qui est mauvais pour l'activité et pour l'emploi* ». Sur l'euro en tant que tel, c'est l'Europe à terme qui est menacée parce que les vingt-sept membres de l'Union européenne actuelle ne sont pas dans la même Europe. La France et l'Allemagne qui s'étaient mis ensemble afin d'éviter la répétition des deux guerres mondiales, sont dans l'Europe de 1957. Puis il y a au moins quinze pays qui sont rentrés dans cette Union européenne comme on va dans un supermarché, on se sert dans les rayons et si possible on ne paie pas à la sortie, cela génère des conflits d'objectifs très forts à l'intérieur de l'Union européenne, pour simplifier on comprend pourquoi ils sont favorables à des États-Unis d'Europe, autrement dit à un pouvoir fédéral. Si demain on allait vers des États-Unis d'Europe sur le papier, il faudrait que ce soit des pays qui aient la même politique stratégique et les mêmes valeurs politique et culturelle, à l'heure actuelle, seulement sept ou huit pays pourraient s'agréger dans des États-Unis d'Europe. À l'intérieur des vingt-sept, il existe une concurrence fiscale et sociale très violente qui est la négation de la soit disant solidarité politique. Certains pays considèrent qu'ils ont droit à des subventions mais qu'ils n'ont aucune obligation en contrepartie. C'est l'exemple de l'Irlande dont l'essor juste avant la crise a été largement porté par les subventions reçues de l'Europe et qui pour remercier celle-ci avait mis un taux d'impôts sur les sociétés à 12.5 % pour attirer des entreprises sur son territoire. On ne peut pas avoir une union politique

Suite page 6

L'EURO. FAUT-IL EN SORTIR ?... (SUITE)

avec de la solidarité d'un côté et de la concurrence fiscale et sociale de l'autre. Même si on ne va pas vers une intégration fiscale et sociale, il faut un minimum de solidarité avec des minimas sociaux et fiscaux communs à tout le monde.

Saisir la crise pour conforter l'euro

L'euro est un acquis de la construction européenne, en une décennie il est passé devant le yen, la livre sterling et le franc suisse pour devenir la deuxième monnaie utilisée à travers le monde après le dollar. Malgré le souhait, comme l'exprime Laurent Pinsolle « *d'un retour aux monnaies nationales* », l'Europe n'aurait pas pu fonctionner avec une quinzaine de monnaies flottant entre elles. La crise actuelle, provoquant une série de dévaluations compétitives, aurait disloqué le système et infligé des secousses graves aux entreprises. L'Europe se serait retrouvée devant un champ de ruines monétaires. Aujourd'hui, si la France veut agir sur le plan international, l'euro doit être un challenger du dollar. Comme l'indique Philippe Jurgensen dans son analyse sur la force de notre monnaie : « *L'euro est devenu, devant le dollar, la première monnaie d'émission d'emprunts obligataires internationaux. Si la devise américaine reste prédominante comme monnaie de libellé des échanges internationaux (pour le pétrole notamment), un nombre croissant de contrats sont rédigés en monnaie européenne. L'autre aspect est la place significative de l'euro (environ 30 %) dans les réserves de changes mondiales, et de nombreux pays, à commencer par la Chine et la Russie, ont annoncé leur souhait d'accroître encore sa place dans leurs réserves. Les autres devises yen, livre sterling, franc suisse, n'ont que des parts faibles, ne dépassant pas 4 % au mieux. Au total, notre monnaie est ainsi la seule capable de défier la suprématie du dollar* ».

Dans le monde d'aujourd'hui, 80 % des pays de la planète sont soit dans la zone euro, soit dans la zone dollar. La parité eurodollar est la parité centrale au niveau de la planète. Les deux principaux décideurs

pour la parité entre l'euro et le dollar sont les Chinois et les Américains, ils se préparent de la même manière à sortir de la crise par une combinaison d'investissements, de dévaluation et d'inflation. C'est d'une part, la réserve fédérale de New-York qui agit pour le compte du Fond monétaire américain et le politburo chinois d'autre part qui décide en fonction de sa politique interne de soutenir le dollar pour sa propre monnaie par rapport à son propre taux de change.

Veut-on vraiment sauver l'euro ?

De toute évidence, les Européens n'ont pas pris en compte les risques latents des difficultés monétaires dans la mesure où les États-Unis utiliseraient comme stratégie de défense monétaire de faire glisser le dollar, ce qui serait un scénario catastrophe entraînant des chutes de revenus de 2 à 3 % par an, un chômage à 12 %, des déficits publics gigantesques. Or, c'est le scénario le plus probable auquel se prépare l'Amérique pour sortir de sa crise et faire face à ses endettements colossaux. L'Europe monétaire n'y survivrait pas. Aujourd'hui, avec la crise de la dette européenne, nous sommes toujours dans la même crise. En 2009, il s'agissait d'une crise de la dette, mais privée, qui touchait des banques et provoquait leur faillite. Actuellement, ce sont les États qui font faillite car ils vivent au-dessus de leurs moyens. Si l'on prend l'exemple de la Grèce, selon Philippe Jurgensen : « *le problème de ce pays n'est pas sa monnaie mais l'excès de ses dépenses publiques par rapport aux recettes. Une fraude massive évaluée par certains experts à près de 30 % du PIB, est la cause principale de l'insuffisance des recettes publiques* ». La première plaie de la Grèce, c'est d'abord d'avoir lancé le mouvement de panique qui a contaminé les marchés financiers. Le pays mentait de longue date sur son déficit public. Il avait maquillé ses comptes pour pouvoir entrer dans la zone euro. Après son accession au pouvoir en 2009, le nouveau gouvernement grec découvre un déficit qui frôle les 13 %, très loin des 6 % annoncés. Les conséquences sont immédiates :

L'EURO. FAUT-IL EN SORTIR ?...(SUITE)

prêter au pays devient cher et les intérêts explosent.

Comment l'Europe peut-elle agir pour relancer sa politique ?

Après avoir consacré l'année 2010 et le premier semestre 2011 à essayer de renflouer la Grèce, l'Irlande et le Portugal, les dirigeants européens doivent faire face à une menace beaucoup plus grande. L'Espagne, l'Italie et la France sont à leur tour dans l'œil du cyclone des marchés et subissent de virulentes attaques. Le seul espoir repose sur la prise de conscience des dirigeants européens et naturellement, l'Europe se tourne vers le duo franco-allemand pour qu'il étudie les moyens de réformer la gouvernance économique de la zone euro afin de préserver la monnaie unique. Les dirigeants français et allemands ont proposé d'introduire une « règle d'or » d'équilibre budgétaire afin que chaque état équilibre ses comptes. Ils se sont également mis d'accord sur la nomination d'un président durable de la zone euro au niveau des chefs de gouvernement et pour un renforcement du rôle du président du Conseil européen (ce sera Herman Van Rompuy, actuellement président du Conseil européen pour deux ans et demi) pour en faire un porte-parole de l'euro. Afin de surmonter la crise, un mécanisme européen de stabilité financière, le MESF, a été mis en place et doté de 440 milliards d'euros, pouvant être augmentés et constituer un véritable fonds monétaire européen agissant de manière préventive pour recapitaliser les banques ou racheter de la dette souveraine sur les marchés. Par ailleurs, les sanctions prévues par le pacte de stabilité et de croissance seront renforcées en cas de manquement à la règle.

Cependant, l'Europe doit avoir un objectif stratégique permanent de battre la spéculation internationale qui cherche à détruire sa monnaie. Ces attaques ne proviennent pas des gouvernements, mais des opérateurs spéculatifs anglo-saxons dont le seul but est de réaliser des profits à court terme. Lorsque les opérateurs spéculatifs ont découvert la situation

budgétaire de la Grèce, ils ont présenté cette défaillance comme mettant en danger l'euro, alors qu'elle ne concernait que les finances publiques grecques. Malgré des gestions budgétaires calamiteuses de certains petits pays de la zone euro, les déficits publics dans la zone euro sont en moyenne inférieurs à ceux des États-Unis, de la Grande-Bretagne ou du Japon. Ce qui prouve que la cible spéculative n'est pas seulement de tirer profit sur ces mauvaises gestions, mais de s'attaquer au système monétaire de la zone euro lui-même. Aucune grande monnaie n'a jamais disparu par la pression des marchés, en revanche dire que l'euro est en danger fait le jeu des spéculateurs qui cherchent à tirer profit à court terme de la baisse de la monnaie commune.

Il faut anticiper sur le monde de demain

Au moment où l'Europe connaît des difficultés sous le poids de sa dette, les pays émergents profitent d'une croissance forte due notamment au progrès technique. Il faut que l'Europe tire également les leçons de ces deux chocs en adoptant une véritable stratégie de développement par des coopérations étroites avec les pays composant le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud). À l'horizon 2030-2040, le monde va être structuré par un nouveau duo pôle entre la Chine et les États-Unis et constituer entre ces deux géants tellement d'antagonismes qu'à un moment ou un autre, ils vont se menacer. Il faut rappeler que la Chine a un budget militaire qui augmente de 12 à 15 % par an depuis quinze ans et qu'elle a été une hyper puissance presque un millénaire avant.

La crise économique et financière doit nous faire penser en profondeur à l'avenir de l'Europe. Une Europe qui pourrait devenir une confédération d'États avec plus de coopérations entre les nations, plus de politiques communes. Prendre acte de la diversité de l'Europe et de la transformer en force, trouver des objectifs communs. ■

Dîners-débats de l'Académie du Gaullisme

19 h 30 - restaurant *Les Noces de Jeannette*, 14, rue Favart, 75002 Paris – 01.42.96.36.89

animé par Luc Beyer de Ryke et Georges Aimé
et présidé par

*

MERCREDI 16 NOVEMBRE – 126^e dîner-débat



Georges-Henri SOUTOU

Thème : Où en est le couple franco-allemand ?

Georges-Henri SOUTOU : membre de l'académie des Sciences morales et politiques, historien, professeur à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, spécialiste des relations internationales au XX^e siècle (en particulier sur la Première Guerre mondiale) et des relations Est-Ouest après 1945, président de la fondation *Thiers*, président du Comité d'organisation de l'association des internationalistes, membre du club *Le Siècle*. **Ouvrages** : *L'Europe de 1815 à nos jours*, PUF, 2007 ; *La Guerre de cinquante ans*, Fayard, Paris, 2001 ; *L'Alliance incertaine – Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996)*, Fayard, Paris, 1996 ; *L'Or et le sang – Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, Paris, 1989.

Je souhaite participer au :

126^e (16.11.2011), nombre participants ____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____ Téléphone : _____

Nombre de couverts : _____ x 39 € (adhérent) = _____

_____ x 43 € (non adhérent) = _____

_____ x 27 € (moins 25 ans) = _____

**Les inscriptions envoyées non accompagnées d'un chèque ne seront pas prises en compte.
AUCUNE POSSIBILITÉ DE DÎNER SANS INSCRIPTION PRÉALABLE.**

*Bulletin à retourner à : ACADEMIE DU GAULLISME - B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort
(accompagné de votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme)*